

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 06 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**INTERVAL Coopérative Agricole**

BP 45  
70100 Gray

Références : UID257090/SPR/GV/CN 2022 -0906C  
Code AIOT : 0005901069

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement INTERVAL Coopérative Agricole implanté Route de Poyans 70100 AUTREY LES GRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERVAL Coopérative Agricole
- Route de Poyans 70100 AUTREY LES GRAY
- Code AIOT : 0005901069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

INTERVAL exerce dans cet établissement une activité de stockage de céréales dont principalement de l'orge (80%) à partir de deux silos et leurs installations connexes. Les deux silos exploités sur le site sont :

- un silo métallique composé de 12 cellules d'un volume cumulé de stockage de 40 000 m3,
- un silo béton composé de 8 cellules d'un volume cumulé de stockage de 10 000 m3.

A la date de l'inspection la collecte est en cours.

Outre ces silos qui ont fait l'objet de l'inspection, sont exploitées sur le site des dépôts d'engrais liquides et solides ainsi qu'un dépôt de produits agro-pharmaceutiques.

Ces installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2864 du 12 novembre 2001. L'exploitation des silos est réglementée également par les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- risques accidentelles, prévention et moyens de lutte contre l'incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative des installations	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 1.1	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 43 alinéas 1, 2, 4 et 5	/	Sans objet
7	Vérification périodique installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 5 et 6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etudes de dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
3	Distance d'éloignement "tiers"	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 25.1	/	Sans objet
4	Distance d'éloignement activités annexes	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 26	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie - vérification	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 43 alinéa 4	/	Sans objet
7	Vérification périodique foudre	Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 34 dernier alinéa	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Points susceptibles de traduire des non-conformités :

Concernant la situation administrative, l'exploitant doit repositionner les installations présentes sur le site (qui n'ont pas fait l'objet de modification depuis la dernière autorisation de 2001 et qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement direct de la part de l'administration sans éléments complémentaires apportés par l'exploitant) au regard des libellés en vigueur des rubriques concernées.

L'exploitant a supprimé le bassin de 500 m3 prescrit au regard des éléments du dossier de demande d'autorisation et l'a remplacé par une citerne souple d'un volume de 450 m3 équipée de 3 poteaux d'aspiration (poteaux bleus). Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, et l'exploitant doit justifier que le volume actuellement présent est suffisant pour la défense extérieure contre l'incendie.

L'exploitant doit enfin assurer une meilleure traçabilité de la prise en compte des conclusions des

rapports de vérifications périodiques de ses installations électriques, que les travaux nécessaires soient réalisés par du personnel de la société ou par les électriciens de la société ACTEMIUM. Ce suivi pourrait judicieusement comporter, en plus de la date de réalisation de l'action nécessaire, un échéancier des travaux à réaliser.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SCA INTERVAL, domiciliée Zone Industrielle "Les Giranaux" BP 45 - 70100 ARC LES GRAY, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune d'AUTREY LES GRAY, lieu dit "En Coneaux", section ZN, parcelles n° 63,66, 81, 83 pour une contenance de 25 672 m<sup>3</sup>, sous réserve du strict respect des dispositions contenues dans le présent arrêté , notamment pour ce qui concerne son article 30, du fait de l'extension notable de l'installation.</p> <p>Tableau non reproduit dans ce rapport.</p> <p><b>Constats :</b> Les silos de stockage de céréales et le dépôt d'engrais liquides n'ont fait l'objet d'aucune modification : suite aux modifications de nomenclature introduites par en particulier les décrets n° 2012-1304 du 26 novembre 2012, n°2017-1595 du 21 novembre 2017 et Décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020d, ils fonctionnent au bénéfice des droits acquis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les silos (40 000 m<sup>3</sup>) sous le régime de l'autorisation sous la rubrique 2160-2-a, étant précisé que les deux nettoyeurs et le calibreur classés sous la rubrique 2260-2 dans l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2001 sont à présents à considérer comme des installations connexes des silos ;</li> <li>- pour le dépôt d'engrais liquides (140 m<sup>3</sup>) sous le régime de la déclaration sous la rubrique 2175.</li> </ul> <p>Le dépôt de 5 tonnes de produits agro-pharmaceutiques, le stockage d'engrais simples solides à base de nitrates présents à l'entrée du site dans des locaux dédiés ainsi que la station service interne et la cuve de carburant associée n'ont pas fait l'objet de modifications notables. Toutefois leur positionnement au regard des libellés des rubriques en vigueur ne peut être réalisé directement par l'inspection.</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de positionner sous deux mois ces activités et installations au regard des libellés des rubriques actuellement en vigueur et en particulier les rubriques 4702, 4703, 4510, 4511, 1435 et 4734.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etudes de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.  Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.  Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté doivent être justifiées dans l'étude de dangers. <b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport établi le 16/06/2016 par IRH et qui constitue la mise à jour de l'étude de dangers de ce site. Ce document détaille notamment les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 de l'arrêté du 29 mars 2004.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Distance d'éloignement "tiers"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 25.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'éloignement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La distance d'éloignement des capacités de stockages et de la tour de manutention par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de circulation routières, dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées ouvertes au transport des voyageurs ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, doit être de : - 80 mètres pour le silo béton, - 39 m pour le silo métallique
<b>Constats :</b> La voie ferrée qui passait à proximité du site est condamnée.  La première habitation est éloignée des silos de plus de 200 mètres.  La route la plus proche (RD 36) est située à plus de 200 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Distance d'éloignement activités annexes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'éloignement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et déchargement des engrais liquides et solides sont implantées à une distance minimale de 50 mètres du silo béton.
<b>Constats :</b> Les implantations des aires de chargement et déchargement des engrais liquides et solides n'ont pas été modifiées depuis l'autorisation de 2001 : elles demeurent à une distance minimale de 50 mètres du silo béton, dont l'emplacement n'a également pas été modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 43 alinéas 1, 2, 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.  Outre un ensemble d'extincteurs adaptés aux risques et judicieusement répartis, l'installation doit disposer d'une colonne sèche dans la tour de manutention associée au silo béton.  Les moyens en eau de l'établissement doivent être assurés.  Un réseau incendie d'un volume de 500 m3, desservi par 4 aires réservées permettant la mise en aspiration des véhicules de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'extincteurs dont le nombre a été augmenté suite à la dernière vérification périodique de DESAUTEL.  Le silo béton est équipé d'une colonne sèche.  L'aire de 500 m3 prescrite dans l'arrêté préfectoral de 2001 correspond au volume d'eau que l'exploitant avait mis en place sur le site dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exploiter. En effet page IV- 49 de la demande d'autorisation d'exploiter est mentionné "une réserve d'eau de 500 m3 a été installée en extérieur sous forme d'un bassin étanche (membrane géotextile) rempli en permanence".  Suite à des problèmes d'étanchéité et de stabilité de ce bassin, l'exploitant l'a évacué et remplacé par une citerne souple d'un volume de 450 m3 équipée de 3 poteaux d'aspiration (poteaux bleus).  Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, ce qui constitue une non-conformité par rapport à la prescription de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.  Le volume d'eau accessible par les services de secours étant assez proche du volume fixé dans l'arrêté préfectoral, il est demandé par simple lettre à l'exploitant de réaliser <b>sous deux mois</b> ce porter à connaissance. Il est précisé que parmi les éléments d'appréciation attendus figurent le calcul du volume d'eau nécessaire en cas d'incendie. Ce calcul se basera sur la version en vigueur du document technique D9 (si celui-ci s'avère adapté) et un avis du SDIS 70 sur les moyens extérieurs de lutte contre l'incendie mis en place et leur accessibilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 43 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait vérifier annuellement les extincteurs par la société DESAUTEL.  La dernière intervention de cette société sur ce site date du 14 mars 2022. Lors de cette opération, outre la réparation d'anciens extincteurs, DESAUTEL a procédé à l'ajout de 10 extincteurs neufs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Vérification périodique foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2001, article 34 dernier alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification électrique foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vérifications périodiques [...] du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et la réglementation en vigueur
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser le 4 août 2021 par BUREAU VERITAS, une vérification complète des installations de protection foudre.  Les références réglementaires et normatives sur la base desquelles le contrôle a été effectué, sont mentionnées dans le rapport.  Cette vérification a fait apparaître en particulier une défectuosité ou anomalie (1er signalement) concernant la prise de terre côté entrée. BUREAU VERITAS indique dans son rapport que l'action à entreprendre est "diminuer la résistance de terre côté entrée à une valeur inférieure à 10 Ohms".  Pour faire suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 27 juin 2022, le courrier daté du 16 février 2022 par lequel ACTENIUM acte la commande passée par INTERVAL pour lui faire réaliser les travaux de mise en conformité mis en évidence dans le rapport de BUREAU VERITAS. ACTENIUM indique avoir passé commande du matériel nécessaire et précise que son fournisseur lui a d'ores et déjà annoncé un délai à fin juin et qu'il interviendra dès réception du matériel.  <b>L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection la justification de l'intervention d'ACTENIUM pour la mise en conformité Foudre suite au rapport de BUREAU VERITAS du 04/08/2011.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Vérification périodique installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 5 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport annuel vérification électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que les deux derniers contrôles périodiques pour lesquels il dispose d'un rapport établi par le bureau de contrôle BUREAU VERITAS datent du 17/02/2020 et du 13/04/2021. Il précise que d'une manière générale les non-conformités font l'objet d'un traitement par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel de la société pour ce qui concerne les observations devant faire l'objet d'actions correctives simples,</li> <li>- du personnel de la société spécialisée ACTEMIUM pour ce qui relève des observations nécessitant des interventions électriques "non simple".</li> </ul> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à la suite de l'inspection le document établi par ACTEMIUM suite à sa dernière intervention sur ce site. Il s'agit d'un courrier d'ACTEMIUM dans lequel ce prestataire confirme la liste des remarques du rapport du 13/04/2021 de BUREAU VERITAS qu'il a levées (c'est en particulier le cas des 4 observations concernant les installations Haute Tension ainsi que deux des trois nouvelles observations concernant les installations Basse et Très Basse Tension) et rappelle la liste des remarques qui seront levées par le personnel de la coopérative.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a, comme demandé lors de l'inspection, également transmis le dernier "rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance du compte-rendu Q19" établi par BUREAU VERITAS suite à son intervention du 17/09/2021. Ce rapport précise que l'intervention précédente date du 16/09/2020.</p> <p>Ce dernier rapport mentionne que la vérification par thermographie infrarouge n'a mis en évidence aucune anomalie.</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, à l'inspection tous les éléments précis du suivi des travaux réalisés suite à la dernière vérification périodique réalisée le 13/04/2021 par BUREAU VERITAS : devra figurer a minima pour chaque remarque et observation de BUREAU VERITAS, la date de réalisation des travaux nécessaires (qu'ils aient été réalisés par ACTEMIUM ou par du personnel de la société).</b></p> <p>Pour faire suite aux prochains rapports de vérifications périodiques électriques, l'exploitant veillera, afin d'améliorer la traçabilité du suivi des remarques et observations mentionnées dans les rapports de vérifications périodiques "électricité", à fixer à la réception du rapport, un échéancier des travaux à effectuer et à mentionner les dates précises de leurs réalisations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet